



ASIE - Vers des mesures de rapatriement des ressortissants kirghizes, tadjiks et kazakhs combattant en Syrie

Almaty (Agence Fides) – Le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazakhstan, trois des plus grandes nations d'Asie centrale, étudient actuellement les modalités et les solutions permettant de rapatrier leurs ressortissants qui combattent en Syrie et de mettre un terme au flux de guérilleros islamistes et djihadistes qui influencent le conflit civil syrien. Ainsi que l'a appris l'Agence Fides, les autorités civiles et militaires de ces trois pays ont exprimé leur préoccupation à propos d'un phénomène désormais vérifié : la présence de ressortissants de ces pays sur le territoire syrien pour y combattre aux côtés des insurgés. Les combattants en question appartiennent à des groupes djihadistes et terroristes bannis des Etats d'Asie centrale. Les autorités de la région étudient par conséquent des mesures urgentes permettant de mettre un terme au flux en agissant également au niveau religieux : « Il est illégitime que des musulmans soient impliqués dans une guerre contre d'autres musulmans » affirment certains responsables islamiques au Kazakhstan.

Au Kirghizstan, les autorités ont constaté la présence de plus de 100 jeunes kirghizes en Syrie, qui y sont arrivés en passant par la Turquie. Les extrémistes recrutent des jeunes appauvris en leur offrant une assistance matérielle, les induisant à fréquenter des camps d'entraînement militaire, les endoctrinant pour les envoyer par la suite sur le front.

Selon des estimations officielles, au moins 190 jeunes tadjiks combattent actuellement en Syrie. Les autorités du Tadjikistan ont impliqué familles, activistes, agences de sécurité et responsables religieux afin de chercher à les faire rapatrier, sachant que dans leur pays les attend un parcours de réhabilitation.

Au Kazakhstan également, les dirigeants ont pris acte de la présence de ressortissants kazakhs en Syrie, probablement à hauteur de plus de 150. C'est pourquoi ils ont demandé l'aide des mosquées et des ONG afin de communiquer avec la population et de décourager la pratique consistant à aller combattre la djihad en Syrie. Le Comité pour la sécurité nationale kazakh a fait une déclaration officielle indiquant qu'il travaillait avec ardeur afin de ramener les kazakhs dans leur patrie. (PA) (Agence Fides 07/11/2013)